RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

INPI
FRANCE

L'INPI a détecté des données personnelles dans ce document.
Un masquage de ces données a été réalisé

RCS : NANCY
Code greffe : 5402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANCY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 01213
Numéro SIREN : 902 963 347
Nom ou dénomination : A.Po.G. RH

Ce dépôt a été enregistré le 19/03/2024 sous le numéro de dépôt 1868

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

# A.PO.G. RH

Société À Responsabilité Limitée au capital de 10 000,00 €
Siège social : 1 allée de la Woëvre
54520 LAXOU
902 963 347 RCS NANCY

———

## DECISIONS EXTRAORDINAIRES DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 07 MARS 2024

L'an deux mille vingt-quatre,
Le sept mars, à dix heures,

Monsieur Thierry GERARDIN, associé unique de la société A.PO.G. RH, a établi ainsi qu'il suit le présent procès-verbal.

L'objet des présentes décisions est le suivant :
- Augmentation du capital social par incorporation de réserves,
- Modification corrélative des articles concernés dans les statuts,
- Pouvoirs pour accomplissement des formalités.

L'associé unique prend alors les décisions suivantes :

### PREMIÈRE DECISION

L'associé unique décide d'augmenter le capital d'une somme de soixante-dix mille (70 000) euros, pour le porter de dix mille (10 000) euros à quatre-vingt mille (80 000) euros par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte de "Report à Nouveau".

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de sept mille (7 000) parts sociales nouvelles de dix (10) euros chacune, numérotées de 1 001 à 7 000 et attribuées gratuitement à l'associé unique.
Les parts sociales nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts sociales anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

### DEUXIÈME DECISION

En conséquence de la décision qui précède, l'associé unique décide de modifier comme suit les articles 9 et 11 des statuts :

### « ARTICLE 9 - APPORTS

*(...) Le début demeure sans changement.*

Par décision extraordinaire de l'associé unique en date du 07 mars 2024, le capital social a été augmenté d'une somme de soixante-dix mille euros (70 000 euros), par incorporation de réserves. »

DS
TG

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

**« ARTICLE 11 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de quatre-vingt mille euros (80 000 €).
Il est divisé en huit mille (8 000) parts sociales de dix (10) euros chacune, numérotées de 1 à 8 000, attribuées en totalité à l'associé unique, savoir :

- Monsieur Thierry GERARDIN,
  à concurrence de huit mille parts en pleine propriété, ci ..... 8 000 parts
  numérotées de 1 à 8 000,

Total égal au nombre de parts composant le capital social,
soit huit mille parts, ci ..... 8 000 parts »

**TROISIÈME DECISION**

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associé unique et consigné sur le registre de ses décisions.

**L'associé unique et Gérant**

DocuSigned by:
[redacted]
2E5327F896C9494...

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

# A.PO.G. RH

Société À Responsabilité Limitée au capital de 80 000,00 €

Siège social : 1 allée de la Woëvre

[redacted]

902 963 347 RCS NANCY

———

# STATUTS

**Modifiés par Décisions Extraordinaires de l'Associé Unique en date 07 mars 2024**
**portant augmentation du capital social**

**Certifiés conformes,**

*Le Gérant*

DocuSigned by:

[redacted]

2E5327F896C9494...

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

**LE SOUSSIGNE :**

- Monsieur Thierry GERARDIN,
né le [redacted] à [redacted]
demeurant au [redacted]
de nationalité [redacted]
[redacted] avec Madame Isabelle COSSERAT, née le [redacted] à [redacted] sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 02 août 1997 à la Mairie de NANCY (54), régime non modifié depuis,

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société à responsabilité limitée qu'il a décidé d'instituer.

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

# TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE –

# EXERCICE - GERANCE

## ARTICLE 1 - FORME

La Société est une Société à responsabilité limitée. Elle est régie par les dispositions du livre deuxième du Code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

## ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger, directement ou indirectement :

- Prestations de conseil et accompagnement auprès des entreprises, des collectivités et autres organismes publics ou privés et des particuliers. Conseil en stratégie, organisation, management, gestion, systèmes d'information, ressources humaines, marketing et communication, de la conception à la mise en œuvre. Coaching personnalisé. Services et prestations de formation. Ainsi que toute opération ou prestation se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement.

La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

## ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

**A.Po.G. RH**

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots «Forme» ou de l'abréviation «Forme abrégée» de l'énonciation du capital social ainsi que du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

## ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **1 allée de la Woëvre - 54520 LAXOU (France).**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

## ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

## ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er novembre de chaque année et se termine le 31 octobre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 octobre 2022.

## ARTICLE 7 - COMPTES COURANTS

La Société peut recevoir de l'associé unique des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'un commun accord entre l'associé unique, ou l'associé concerné en cas de pluralité, et la Gérance.

## ARTICLE 8 – GERANCE

La gérance de la Société est assurée par :

Premier(s) Gérant(s) nommé(s) :

- Monsieur Thierry GERARDIN,
  demeurant à [redacted] intervenant aux présents statuts, déclare accepter les fonctions qui lui sont conférées.

La durée des fonctions de la gérance est indéterminée

La gérance exercera ses fonctions dans les conditions prévues au titre III des présents statuts.

# TITRE II - APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

## ARTICLE 9 - APPORTS

### Apports en numéraire

Le soussigné apporte à la Société la somme de neuf mille euros, ci 9 000,00 €.

Lesdits apports correspondent à neuf-cents (900) parts sociales de dix (10) euros chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées.

La somme de neuf mille (9 000) euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la Banque CREDIT MUTUEL, agence sise à VILLERS-LES-NANCY (54), en date du 26 août 2021.

### Apports en nature

Monsieur Thierry GERARDIN apporte à la Société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après désignés, évalué à  mille euros, ci 1 000,00 €.

- un ordinateur HP modèle EliteBook 840 G4 Core I7, évalué à 550 euros,
- une station d'accueil HP, évaluée à 50 euros,

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

- un écran HP modèle V185WS, évalué à 100 euros,
- une imprimante Brother modèle MFC L27100W, évaluée à 150 euros,
- un téléphone portable Iphone type 8 – 64 Go, évalué à 150 euros.

Conformément aux dispositions de l'article L. 223-9 du Code de commerce et après avoir vérifié que le montant de l'apport en nature n'excédait pas le montant nécessitant la désignation d'un commissaire aux apports ; le soussigné a décidé de ne pas recourir à un commissaire aux apports pour cette évaluation.

**Récapitulation des apports**

- Apport en numéraire : neuf mille euros, .....ci 9 000,00 €
- Apport en nature : mille euros, .....ci 1 000,00 €

Total des apports formant le capital social : dix mille euros, ci 10 000,00 €

Par décision extraordinaire de l'associé unique en date du 07 mars 2024, le capital social a été augmenté d'une somme de soixante-dix mille (70 000 euros), par incorporation de réserves.

## ARTICLE 10 - CLAUSE RELATIVE A LA SITUATION DU CONJOINT COMMUN EN BIENS DE L'ASSOCIE PERSONNE PHYSIQUE

Aux présentes est intervenue Madame Isabelle GERARDIN née COSSERAT, elle a déclaré avoir été informée de la souscription, par Monsieur Thierry GERARDIN, des parts sociales ci-après visées, au moyen de fonds dépendant de la communauté de biens existant entre eux, et a déclaré ne pas revendiquer la qualité d'associée.

## ARTICLE 11 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quatre-vingt mille euros (80 000 €).
Il est divisé en huit mille (8 000) parts sociales de dix (10) euros chacune, numérotées de 1 à 8 000, attribuées en totalité à l'associé unique, savoir :

- Monsieur Thierry GERARDIN,
  à concurrence de huit mille parts en pleine propriété, ci..... 8 000 parts
  numérotées de 1 à 8 000,

Total égal au nombre de parts composant le capital social,
soit huit mille parts, ci ..... 8 000 parts

## ARTICLE 12 – MODIFICATION DU CAPITAL

### 1 - Augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

### 2 - Réduction du capital social

1 - Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

2 - Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire des associés, décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu valablement délibérer.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution de la Société, si au jour où il statue la régularisation a été effectuée.

## ARTICLE 13 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES – OBLIGATIONS NOMINATIVES

### 1 - Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associé unique dans la Société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiés et publiés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

### 2 - Obligations nominatives

Si la Société est légalement tenue d'avoir un Commissaire aux comptes et que les comptes des trois derniers exercices de 12 mois ont été régulièrement approuvés, elle pourra émettre des obligations nominatives, dans les conditions et sous les réserves édictées par la réglementation en vigueur, sans pour autant pouvoir procéder à une offre au public.

L'émission des obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires. Si le capital de la Société est entièrement libéré, l'assemblée générale peut déléguer au Gérant le pouvoir de procéder à l'émission des obligations nominatives.

Une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information, conformes aux dispositions des articles R. 223–7 et R. 223–9 du Code de commerce, sont mis à la disposition des souscripteurs lors de chaque émission.

Pour la défense de leurs intérêts, les obligataires sont regroupés en une masse dotée de la personnalité morale et représentée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, sans que les représentants puissent être plus de trois, et sont appelés à se réunir en assemblée générale, dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

## ARTICLE 14 – CESSION - TRANSMISSION

### 1 - Cession

1. Les cessions de parts doivent être constatées par écrit. La cession n'est opposable à la Société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt. Elle n'est opposable aux tiers

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Greffe du tribunal de commerce.

2. Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des parts sociales appartenant à l'associé unique sont libres.

3. En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts au profit de tiers étrangers à la Société autres que le conjoint, les ascendants ou descendants d'un associé, sont soumises à agrément dans les conditions prévues par les dispositions de la loi et du décret sur les Sociétés commerciales.

**2 - Transmission**

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit avec ses ayants droit ou héritiers, et, le cas échéant, son conjoint survivant.

**3 - Dissolution de communauté**

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue soit avec un associé unique, si les parts sociales sont attribuées en totalité à l'un des époux, soit avec deux associés si lesdites parts sont partagées entre les époux.

## ARTICLE 15 – INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires de parts sociales indivises sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Lorsque des parts sociales sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives autres que celles relatives à l'affectation des résultats sociaux.

## ARTICLE 16 – DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'associé unique ou l'un des associés.

# TITRE III – GERANCE

## ARTICLE 17 – POUVOIRS DE LA GERANCE

**1 - Nomination**

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée.

Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

**2 - Gestion des biens et affaires de la Société**

Le ou les Gérants sont tenus de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales. Chacun d'eux peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Le ou les Gérants sont expressément habilités à mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par décision des associés représentant plus des trois-quarts des parts sociales.

La Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Dispositions statutaires relatives à la fixation des fonctions respectives de chaque co-gérant actuels ou futurs.

En cas de pluralité de Gérants, dans les rapports avec les tiers, chacun des Gérants peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était Gérant unique.

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

En cas de pluralité de Gérants, chaque co-gérant dispose du droit de s'opposer à toute opération non encore conclue.

L'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses co-gérants est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci. La conclusion des opérations s'apprécie différemment selon le type d'opérations visées.

En matière contractuelle, l'opposition doit intervenir avant l'échange des consentements.

Pour les actions en justice engagées par la Société, la date limite de validité de l'opposition correspond à la date de dépôt de la requête au greffe du Tribunal compétent.

L'opposition du co-gérant peut être faite sous une forme quelconque pourvu qu'elle soit nettement affirmée.

Le Gérant, ou chacun des Gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots «Pour la Société - Le Gérant», suivis de la signature du Gérant.

**3 - Représentation de la société**

Dans ses rapports avec les tiers, la Gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

## ARTICLE 18 - CESSATION DES FONCTIONS DES GERANTS

Le ou les Gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou par une décision collective des associés représentant de la totalité des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, en cas de pluralité d'associés, un Gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des Gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le Gérant peut également résilier ses fonctions mais seulement en prévenant l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des Gérants n'entraîne pas dissolution de la Société.

## ARTICLE 19 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des Gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision de l'associé unique ou décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

## ARTICLE 20 – CONVENTIONS PASSEES ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales (Article L. 223-20 du Code de commerce), qui interviennent directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés, sont soumises à la procédure d'approbation prévue par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une Société dont un associé indéfiniment responsable, un Gérant, un administrateur, un Directeur Général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance, est également associé ou Gérant de la SARL.

2 - Lorsque la Société n'est pas pourvue de Commissaire aux comptes, les conventions conclues par le Gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

3 - La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, Gérant ou non. Toutefois, le Gérant non associé ou le Commissaire aux comptes, s'il en existe un, doivent établir un rapport spécial.

4 - Les conventions conclues par l'associé unique ou par le Gérant non associé doivent être répertoriées dans le registre des décisions de l'associé unique.

5 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des Gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

## TITRE IV - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

### ARTICLE 21 - DECISIONS PRISES PAR L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

1 - L'associé unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi aux associés réunis en assemblée générale. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

2 - Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un registre côté et paraphé dans les mêmes conditions que le registre des procès-verbaux des assemblées.

3 - En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Dans l'exercice de son droit de participer aux décisions collectives, chaque associé a le droit de se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

4 - Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

### ARTICLE 22 - INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

1 - L'associé unique, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

2 - Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

## TITRE V - CONTROLE DE LA SOCIETE

### ARTICLE 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En cas de pluralité d'associés, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut également être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

# TITRE VI - COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

## ARTICLE 24 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Toutefois, la loi dispense la société de l'obligation d'établir un rapport de gestion si elle répond à la définition des petites entreprises selon l'article L 232-1, IV modifié du code de commerce.

Sont des petites entreprises, les sociétés qui ne dépassent pas, à la clôture de l'exercice, **deux des trois seuils** définis aux articles L. 123-16 et D. 123-200 2° du Code de commerce.

Si deux des seuils sont atteints, un rapport de gestion devra être établi par la gérance.

## ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires. Le bénéfice distribuable est attribué à l'associé unique. Lorsque la Société comprend plusieurs associés, la part attribuée aux associés sur ce bénéfice est déterminée par l'assemblée générale.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique ou décidées par l'assemblée générale.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

L'associé unique ou l'assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, l'associé unique ou l'assemblée générale peut décider d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite d'une telle distribution, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

## TITRE VII - PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

### ARTICLE 26 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'associé unique ou les associés doivent décider si la Société doit être prorogée ou non.

### ARTICLE 27 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

1 - La Société est dissoute à l'arrivée du terme statuaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

2 - Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

3 - Lorsque la Société comporte un associé personne physique ou plusieurs associés, la dissolution entraîne sa liquidation.

Sa dénomination doit alors être suivie des mots «Société en liquidation». Le ou les Liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des Gérants, comme ceux des Commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les Liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

### ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

## TITRE VIII – FORMALITES

### ARTICLE 29 – PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente Société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à  ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

### ARTICLE 30 - ETAT DES ACTES ACCOMPLIS AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

L'associé unique a établi un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la Société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, des engagements qui en résulteront pour la Société. Cet état est annexé aux présents statuts.

DocuSign Envelope ID: C1CABCB6-F320-4C5D-A0B0-6BE11C335CCD

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés entraînera de plein droit reprise par la Société desdits actes et engagements.

**ARTICLE 31 - FRAIS**

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la Société, portés au compte des "Frais d'établissement" et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

**ARTICLE 32 – OPTION POUR L'IMPOT SUR LES SOCIETES**

Conformément aux dispositions de l'article 206.3 du Code général des impôts, l'associé unique déclare opter pour l'impôt sur les sociétés.